Procès-verbal

Réunion du Conseil exécutif de l'ASSÉ Le 10 mars 2009 au bureau de l'ASSÉ

Présences:

nom retiré nom retiré

0.0 Ouverture à 18h44

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.1.1 nom retiré nom retiré à l'animation et nom retirénom retiré au secrétariat.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré*

Adoptée à l'unanimité

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.2.1 L'adoption de l'ordre du jour suivant :

- 0. Ouverture
- 1. Procédures
 - 1. Praesidium
 - 2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 3. Lecture et adoption du procès-verbal
- 2. Affaires courantes et suivi des mandats
- 3. Instances
 - 1. Congrès
 - 2. Conseil de Coordination
 - 3. Camp de formation féministe
- 4. Plan d'action
 - 1. Gouvernance
 - 2. Manifestation 26 mars 2009
 - 3. Action Lionel-ASSÉ
- 5. Maté d'information
- 6. Communications
- 7. Interne/Externe
 - 1. Associations
 - 2. Comités et Conseils
 - 3. Autres
- 8. Finances
- 9. Permanence
- 10. Calendrier
- 11. Levée

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré*

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

1.3.1 L'adoption du procès-verbal du 3 mars 2009.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

2.0 Affaires courantes et suivi des mandats

2.1 Que nom retiré donne à nom retiré la pagette dans le bureau de l'ASSÉ.

Proposée par *nom retiré*

Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

2.2 Qu'nom retiré aille acheter la machine à macaron de 4,5 cm et du stock pour refaire des macarons.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

2.

3. <u>D'appuyer la déclaration d'Attaq-Québec en vue du G20 le 28 mars 2009.</u>

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

2.4 Que *nom retiré* envoie un courriel sur asse-support invitant les gens à un party de financement le 1er mai et qu'elle en profite pour poser ces questions aux gens :

1- Y a-t-il un autre party le 1er mai?

2- Qui serait intéressé-e à organiser ce party?

Et que le titre du message soit: Party, party, party...

Proposée par *nom retiré*

Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

3.0 Instances

3.1 Congrès

3.1.1 Que *nom retirénom retiré* fasse une demande en vertu de la loi d'accès à l'information sur les bourses aux exécutantes et exécutants d'associations étudiantes nationales.

Proposée par nom retiré

Appuyée par nom retiré

Adoptée à l'unanimité

3.1.2 Considérant que nous avons déjà fait une instance à St-nom retiré, Maisonneuve et l'UQAM;

Considérant que le Congrès doit se tenir dans la grande région métropolitaine;

Considérant que les gens du SECMV ne semblent pas intéressés et en mesure d'organiser le Congrès;

Que le prochain Congrès se tienne officiellement à Montmorency et qu'une missive soit envoyée à Maisonneuve avec ces considérants.

Proposée par nom retiré

Appuyée par *nom retiré*

Adoptée à l'unanimité

3.1.3 Que nom retirénom retiré écrive une convocation et un ordre du jour du Congrès annuel pour la

prochaine réunion du Conseil exécutif.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

3.1.4 De déposer les 3 avis de motion dans le document préparatoire au Congrès :

1. Le Conseil exécutif propose l'avis de motion suivant :

Que l'introduction de l'article 27 des statuts et règlements de l'ASSÉ se lise comme suit : Le Conseil exécutif est composé de 8 postes élus par le Congrès annuel et pour une durée de un (1) an. Ces postes sont les suivants :

Que soit ajouté un point 5 :

Secrétaire aux relations internes 2 : fait le lien avec les associations membres et les Conseils régionaux, recueille les avis de motion, les plaintes, etc. S'assure de la préparation des délégations aux instances.

Que les autres points de l'article 27 des statuts et règlements de l'ASSÉ soient décalés.

2. Le Conseil exécutif propose l'avis de motion suivant :

Que le point 6 de l'article 27 des statuts et règlements de l'ASSÉ soit biffé.

Que soit ajouté un point 5 :

Secrétaire aux relations internes 2 : fait le lien avec les associations membres et les Conseils régionaux, recueille les avis de motion, les plaintes, etc. S'assure de la préparation des délégations aux instances.

Que les autres points de l'article 27 des statuts et règlements de l'ASSÉ soient décalés.

3. Le Conseil exécutif dépose l'avis de motion suivant :

Que le point 7 de l'article 27 des statuts et règlements de l'ASSÉ soit biffé.

Que soit ajouté un point 5 :

Secrétaire aux relations internes 2 : fait le lien avec les associations membres et les Conseils régionaux, recueille les avis de motion, les plaintes, etc. S'assure de la préparation des délégations aux instances.

Que les autres points de l'article 27 des statuts et règlements de l'ASSÉ soient décalés.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

3.2 Conseil de Coordination

3.2.1 Que le prochain Coco soit le jeudi 19 mars au bureau de l'ASSÉ et que *nom retirénom retiré* envoie l'invitation.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

3.2.2 Le Conseil exécutif propose au prochain CoCo une plénière de 10 minutes sur l'Ultimatum

secondaire.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

3.

2.

- 3. <u>Le Conseil exécutif propose au prochain CoCo que l'Ultimatum secondaire soit de 4 pages dans le format « L'Autre journal » imprimé en 5000 exemplaires et que les articles soient les suivants :</u>
- Affiliations au secondaire avec cas de l'école d'hôtellerie des hautes nom retiréides ;
- L'implication, voilà comment changer le monde;
- Article et pub ASSÉ;
- Présentation de la prochaine campagne.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré*

Adoptée à l'unanimité

3.2.4 Le Conseil exécutif propose au prochain CoCo une plénière sur la Coalition contre la précarité versus la Coalition pour un Québec sans pauvreté et sur le pacte de l'emploi (voir annexe 1).

Proposée par nom retiré

Appuyée par nom retiré

Adoptée à l'unanimité

3.2.5 Le Conseil exécutif propose au prochain CoCo que le Comité aux luttes sociales écrive la lettre d'appui à la famille Villanueva au gouvernement tel que demandé par celle-ci (voir annexe 2).

Proposée par nom retiré

Appuyée par nom retiré

Adoptée à l'unanimité

3. Camp de formation féministe

3.3.1 Que si le camp de formation féministe fait plus d'argent que ce qui a été prévu dans les prévisions budgétaires de l'ASSÉ, que les organisatrices actuelles du camp de formation décident de ce qui sera fait avec cet argent.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

4.0 Plan d'action

4.1 Gouvernance

4.2 Manifestation 26 mars 2009

4.2.1 Que l'Ultimatum pour la manifestation soit sorti pour le 24 mars 2009 en 10 000 copies noires et mauve sur papier non blanchi.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

Note mentale pour qui fait quoi pour la manifestation du 26 mars 2009:

BdeB: journée pédago, faire de la mob, nom retiré contacte Caleb + JM

SOGE: grève pas besoin d'y aller

St-LO: AG de grève le 25 mars?, nom retiré

UQAM: Youri tractage tous les jours demain à l'AG de l'AFESPED et pour que le comité anticapitaliste mob pour la manif de l'ASSÉ

Vieux: mob *nom retiré*

nom retiré-Vic: nom retiré nom retiré Rosement: nom retiré les mercredis UdeM: nom retiré va les appeler

4.2.2 Que *nom retiré* contacte *nom retiré* pour qu'il écrive notre communiqué de presse et convocation pour la manifestation du 26 mars.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

4.3 Action Lionel-ASSÉ

5.0 Matériel d'information

6.0 Communications

6.1 Que Yourinom retiré assure une meilleure distribution des entrevues entre: Yourinom retiré, nom retirénom retiré et nom retirénom retiré

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

7.0 Interne/externe

- 7.1 Associations
- 7.2 Comités et Conseils
- 7.3 Autres

3. Que *nom retiré* aille faire une présentation de l'ASSÉ pour le Centre Justice et Foi le 19 mars 09. (PS. : finalement *nom retiré* nom retiré peut y aller)

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

8.0 Finances

8.1 Que les tâches finances de *nom retiré* nom retiré soient : nom retiré : DAS, fermeture du mois, dépôts, Visa.

Proposée par *nom retiré* Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

9.0 Permanence

9.1 Que les tâches de nom retirénom retiré soient :

- Support camp de formation féministe (envoyer convocation à toutes les asso du Québec et asse-info, recalculer les prix de cette instance)
- Contacter prof UdeM pour manif privatisation
- Mettre trucs 15 mars sur le site
- Envoyer aux signataires individu du manifeste l'appel de la manif
- Support manif (M'informer sur les CB à nom retiré et Val nom retiré, combien on en veut, et où en louer

- sauf CADEUL et CSN (*nom retiré* : 1 en avant, un arrière, un sur chaque coté + 2 autres, réserver Amère à boire)
- Écrire à Payette et Simm pour journal 24 mars 2009 (4.2.1 Que l'Ultimatum pour la manifestation soit sorti pour le 24 mars 2009 en 10 000 copies noires et mauve sur papier non blanchi).
- Envoyer courriel sur asse-support invitant les gens à un party de financement le 1er mai et qu'elle en profite pour poser ces questions aux gens:
- 1- Y a-t-il un autre party le 1er mai?
- 2- Qui serait intéressé-e à organiser ce party?

Et que le titre du message soit: Party, party, party...

- Appeler au gouvernement pour consultation gouvernance
- Réserver notre 5 à 7 pour le 26 mars et appeler pour Fond solidarité FTQ
- Faire une demande en vertu de la loi d'accès à l'information sur les bourses aux exécutantes et exécutants d'associations étudiantes nationales.
- Support Ultimatum
- Correction mémoire *nom retiré* sur gouvernance et mise en page
- Correction du texte de *nom retirénom retiré* AEC après qu'elle est mis ses commentaires
- Congrès annuel:
- * Commencer le document pour bilan CE pour le Congrès annuel
- * Écrire texte sur Conseil régional en tant qu'ancienne coordo du CASSÉÉ
- * Logistique
- * Dès qu'on a le lieu et le prix, envoyer invitation Congrès à toutes nos listes
- Rajouter les personnes élues cette année dans les comités et conseils dans la liste à cet effet pour l'histoire
- Modifier les décisions issues du Congrès dans tous nos documents et outils de diffusion : modif aux statuts
- Finances avec $nom\ retiré$: prévisions budgétaires Congrès annuel et scénario de salaires, suivi des comptes en souffrance
- Ménage du bureau, classement
- Bloquer tous les pourriels et listes de diffusion impertinentes sur courrier exécutif Proposée par *nom retiré*

Appuyée par *nom retiré* Adoptée à l'unanimité

10.0 Calendrier

10.1 D'adopter le calendrier suivant:

Mercredi 11 mars

AG grève AFESPED: Youri

AG urbanisme: nom retirénom retiré

nom retiré:

nom retiré :Lecture, midi rencontre et comptabilité

nom retiré: Cours

Jeudi 12 mars

AG du comité anticapitaliste de l'UQAM: Youri, proposer mob manif ASSÉ

Conférence ODAS: nom retiré

nom retiré:

nom retiré: Lecture/conférence ODAS

nom retiré : Cours

Youri: nom retiré: Vendredi 13 mars Caucus de la CADEUL: pas invité finalement nom retiré: nom retiré :Travail/ comptabilité (?) nom retiré : Cours Youri: nom retiré: Dimanche 15 mars: Journée internationale contr...: Youri et *nom retiré* passer des tracts dans la manif * AG du FSQ: 12h30: nom retiré Lundi 16 mars Réunion Comité étudiant contre l'apartheid israélien: Réunion Coalition contre la précarité: *nom retirénom retiré* nom retiré: nom retiré : Cours PM+soir nom retiré: Tounée Youri: nom retiré: Mardi 17 mars CE 18h30: nom retiré: nom retiré: Cours PM nom retiré: Tournée Youri: nom retiré: Mercredi 18 mars Rencontre suite manifeste rassemblement du monde de l'éducation: nom retirénom retiré AG st-nom retiré: Hugo et va faire de la mob, nom retiré va essayer de trouver des personnes de la soge AG AEMSP: Youri, grève

nom retiré:

nom retiré : à venir... nom retiré: Tournée

Jeudi 19 mars:

Présentation centre justice et foi : *nom retiré nom retiré* va y aller

Proposée par nom retiré Appuyée par nom retiré Adoptée à l'unanimité

11.0 La levée à 21h50

Proposée par *nom retiré* Appuyée par nom retiré Adoptée à l'unanimité

Post-tâches:

nom retiré:

- Que nom retirénom retiré fasse des démarches pour diminuer les frais de caisses de l'ASSÉ.
- Qu'il aille porter les porte-voix au réparateur (il est malade pendant 3 semaines)
- Finance : dépôt, paiement des factures à payer au bureau, rappeler aux assos de payer leur cotisation, Visa
- -modification du document travail des prévisions budgétaires
- -Mettre à jour calculs dépenses instances, dépenses Communauto et photocopieur
- Rencontre avec l'ODAS
- Écrire une convocation et un ordre du jour du Congrès annuel pour la prochaine réunion du Conseil exécutif.

nom retirénom retiré

- 10. Acheter la machine à macaron de 4,5 cm et du stock pour refaire des macarons.
- 11. Appeler Lapoc pour manif et grève
- 12. FTQ le 26 mars
- 13. Appeler nom retiré nom retiré pour qu'il appelle Ariane pour la manif 26 mars
- 14. Appeler nom retiré pour qu'il s'occupe de nom retiré Victorin
- Suivi CLS
- Appeler AÉÉA-UL pour formation et feuillet
- Que *nom retiré nom retiré* soit approché par *nom retiré nom retiré* pour animer le Congrès annuel et qu'il fasse un caucus procédures avant ledit Congrès **(dire nouvelle date)**

nom retiré:

- Faire le suivi de la recherche sur l'AFE avec *nom retiré nom retiré* (en cours)
- **■** Montage et graphisme journal manif
- **D**-Demander à *nom retiré* nom *retiré* d'écrire des lettres ouvertes dans les médias servant les revendications de l'ASSÉ et lui parler de l'appel de textes femmes

nom retiré

- Manif 26 mars (CB voir avec la CADEUL ou conseil central CSN: Dominique Daigneault pour matos et s'occuper de St-Lo, Vieux, Rosement et UdeM (contingent pour la manif ?) pour mob)
- Tournée St-Thérèse : parler de l'action qu'ils sont censés organiser
- 10. Donner à *nom retiré* le cellulaire dans le bureau.
- Commencer bilan semaine de dénonciation pour le Congrès annuel
- Tâches d'internes reliées aux assos suivantes : AEMSS-UQO, SOGÉÉCOM, SECMV, AFESH pour la grève, AECSL et les assos de l'UdeM (3) (S'assurer qu'on ait leurs bonnes coordonnées, parler moyens pour mobiliser pour la manifestation) + Externe avec l'AGECVM, aller à l'UQO
- Contacter sud étudiant pour solidarité internationale

Youri:

- Manif 26 mars (parler à Mandel pour que le SPUQ appui notre manifeste et manif (S'assurer d'une participation de l'UQAM à la manif du 26 mars, que le comité anticapitaliste mob pour notre manif)
- Tâches d'internes reliées aux assos suivantes : les assos de l'UQAM (2), AECM, AGES, AGEECLG AGES, AEMSP, AGECM

nom retiréxe 1

Pacte pour l'emploi : la critique de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

Contribution de l'ASSÉ pour la Coalition contre la précarité

Une analyse idéologiquement orientée

À la lecture du *Pacte pour l'emploi* du gouvernement du Québec, nous ne pouvons que nous inquiéter du maintien, voire même de l'approfondissement, de la logique néolibérale dans la gestion des services publics. Bon nombre d'éléments posent problème.

Tout d'abord, la notion de marché du travail apparaît comme un dogme indépassable, résultat de l'application totalisante du concept de marché au travail. Si l'état actuel du travail nous laisse entrevoir l'existence d'un marché en bonne et due forme, l'utilisation du concept de marché du travail à titre de justification des mesures néolibérales nous parait franchement abusive. Le *Pacte pour l'emploi* soumet le travail au marché qui s'est mis en place pour l'administrer, et sous-tend du même coup que toutes les initiatives à venir pour dynamiser le travail doivent émaner d'une vision globale du marché gérant les forces productives. Cette vision nous apparait grandement problématique : la soumission des forces sociales au concept de marché occasionne des injustices et inégalités qui n'ont fait que croître au cours des dernières années. La solution à une telle situation critique ne passe pas par l'approfondissement de la marchandisation du travail, mais plutôt par une revalorisation collective de celui-ci.

Dans la même lignée, le *Pacte pour l'emploi* approfondit son enlisement idéologique en faisant reposer uniquement sur les entreprises privées toutes les initiatives de dynamisation du travail. Le développement économique des prochaines années ne saurait reposer sur les entreprises privées sans reproduire une situation extrêmement critique en matière de pauvreté et d'activité sociale. Les entreprises se voient déjà trop valorisées par les politiques économiques et fiscales actuelles; il est plus que temps de se tourner vers des initiatives publiques et communautaires afin de relancer le développement économique du Québec.

Finalement, la volonté de réduire le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale nous apparait grandement problématique. Les conditions précaires d'une grande part de la population et la dégradation de celles-ci en fonction du contexte économique difficile nous portent à croire qu'un gouvernement responsable devrait plutôt se concentrer sur la solidification des politiques d'aide sociale de manière à se solidariser des individus précarisés. À ce titre, certaines propositions concernant une modification de la fiscalité pour les moins nanti-e-s nous semblent intéressantes, bien qu'elles n'aillent pas assez loin en la matière et qu'elles ne touchent pas le cœur du problème, c'est-à-dire l'absence d'une véritable fiscalité progressive ainsi que la contribution des entreprises privées aux finances publiques.

En matière d'éducation, le *Pacte pour l'emploi* souscrit à une logique destructrice venant réduire l'éducation à une formation de main-d'œuvre soumise aux diktats du marché du travail. En mettant l'accent sur la formation au détriment de l'éducation en général, le *Pacte pour l'emploi* réduit le système éducationnel québécois à un vaste réseau de formation de la main-d'œuvre. Nous considérons que l'éducation ne vise qu'en partie à former les travailleurs et travailleuses de demain : sa mission est bien plus vaste, puisqu'il s'agit de permettre l'avènement de citoyens et citoyennes informé-e-s et critiques qui

seront aptes à prendre en charge les responsabilités démocratiques émanant de la vie en société. Cette vision élargie de l'éducation, comprenant celle-ci comme une activité fondamentale du développement humain, englobe le travail, mais vient aussi dépasser largement celui-ci. L'arrimage des programmes d'éducation au marché ne viendra qu'occasionner une spécialisation néfaste des connaissances autour d'aspects réduits de l'activité économique, la fonctionnalisation de l'activité sociale au profit de l'économie capitaliste, bref, la transformation des individus en ressources humaines soumises aux diktats du marché. Nous considérons que l'éducation publique ne doit pas servir à la formation d'un capital humain, mais plutôt au développement de l'ensemble des capacités intellectuelles et physiques des individus, en lien avec les besoins de l'ensemble de la société.

À ce titre, les mesures de conciliation travail/études nous inquiètent grandement. La conciliation travail/études est déjà assez difficile, toute modification venant permettre une augmentation du temps de travail se ferait au détriment du temps d'études. Non seulement le temps de travail des étudiants et étudiantes a considérablement augmenté depuis le début des années 1980, ce qui a de nombreux impacts sur l'éducation en général, mais cette augmentation s'est aussi faite au détriment de la participation sociale des individus aux études. En effet, plus les étudiants et étudiantes travaillent, moins ils et elles ont de temps à consacrer à leurs études, mais aussi à l'ensemble des activités d'implication sociale leur permettant de faire avancer leur réflexion et de mettre en pratique leurs apprentissages pour l'avancement de l'ensemble de la collectivité. Si certaines entreprises souhaitent lier davantage la formation de leur main-d'œuvre à leurs besoins économiques immédiats, celles-ci doivent assumer les coûts d'une telle formation, puisqu'elles seront les seules à en bénéficier.

* Propositions:

- Réduction barrière à accessibilité (gratuité scolaire) pour permettre formation main-d'œuvre, mais surtout citoyens et citoyennes qui pourront prendre en charge démocratiquement de telles problématiques;
- Développer initiative démocratique;
- Pas compétence au travail, mais en général;
- Pourquoi ne pas orienter vers la création de coopératives?;
- Amélioration de la qualité de l'éducation, non pas arrimée au marché du travail, mais optique sociale, amélioration globale pour impacts dépassant le travail;
- Mesures de réduction du temps de travail pour allier études et implication sociale;
- Augmenter prestations aide sociale et alléger conditions d'attribution
- Fiscalité modifiée;
- Véritables mesures progressives

nom retiréxe 2

Coalition contre la répression et les abus policiers 1462 Amherst Montréal, Qc H2L 3L3 http://lacrap.org

Objet : Demande d'appui de la part de la famille Villanueva

Bonjour,

Par la présente, je sollicite votre appui à nos demandes concernant l'enquête du coroner qui se tiendra à partir du 25 mai prochain relativement à la mort de mon fils le plus jeune, Fredy Villanueva.

Fredy n'était âgé que de 18 ans lorsqu'il a perdu la vie à la suite d'une intervention policière dans l'arrondissement de Montréal-Nord, le 9 août 2008. Les balles tirées par la police ce jour-là ont aussi blessées deux autres jeunes hommes, soit *nom retiré* Méas, 18 ans, et Jeffrey Sagor Métellus, 21 ans. Cet événement tragique suscita un profond sentiment d'injustice chez la population de Montréal-Nord et d'ailleurs.

Quatre mois plus tard, les autorités annonçaient qu'aucune accusation ne serait retenue contre les policiers pour la mort de Fredy et les blessures de *nom retiré* et de Jeffrey. Au même moment, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, s'engagea à faire toute la lumière sur les circonstances entourant la mort de Fredy en ordonnant la tenue d'une enquête publique présidée par le coroner ad hoc Robert Sansfaçon. Nous nous sommes alors fait promettre que l'État québécois assumerait nos frais de représentation légale lors de cette enquête publique, mais aussi ceux de *nom retiré* et de Jeffrey.

Malheureusement, le ministère de la Sécurité publique tente de revenir sur son engagement. Désormais, il ne se dit prêt qu'à payer les services d'une personne de soutien uniquement pour notre famille. De plus, cette offre d'assistance légale se limitera à seulement une partie de la durée de l'enquête, soit quatre journées d'audition.

Pourtant, les droits de *nom retiré* et de Jeffrey seront clairement en péril lorsque ceux-ci seront contraints de témoigner à l'enquête. En effet, le risque d'auto-incrimination qu'ils courent en témoignant est réel, rendant ainsi nécessaire que l'État leur fournisse les services d'un avocat.

De plus, le déséquilibre au niveau de la représentation légale sera exacerbé par la présence de six avocats chevronnés qui défendront les intérêts des policiers lors de l'enquête. Il est évident que ces avocats feront tout ce qui est en leur pouvoir pour attaquer la crédibilité des témoignages qui seront défavorables aux intérêts de leurs clients, soit les policiers, leur syndicat et leur employeur, la Ville de Montréal.

Ce n'est pas en instaurant une justice à deux vitesses que le gouvernement parviendra à apaiser les tensions qui continuent à prévaloir jusqu'à ce jour dans l'arrondissement de Montréal-Nord. En fait, c'est la confiance même du public à l'égard de l'administration de la justice qui est aujourd'hui en jeu.

Le gouvernement québécois doit respecter la parole qu'il nous a donné. Il en va de la crédibilité même de l'enquête du coroner sur la mort de Fredy. Si les personnes les plus directement concernées n'ont plus confiance, cette enquête publique perd alors tout son sens.

Si le gouvernement est sincère lorsqu'il dit souhaiter que l'enquête du coroner apporte des réponses

crédibles aux questions que nous nous posons au sujet de l'intervention policière du 9 août 2008, alors il doit joindre la parole à l'acte et fournir aux familles des victimes des moyens équivalents à ceux des policiers.

Compte tenu de l'importance des enjeux pour la société québécoise et considérant la manière pour le moins discutable que le ministère de la Sécurité publique a géré ce dossier, nous croyons que le temps est venu que le premier ministre du Québec, *nom retiré* nom retiré, se prononce clairement à l'égard de nos demandes.

Nous avons besoin de votre appui. Vous pouvez faire une différence aujourd'hui en écrivant au premier ministre *nom retiré*.

Merci,

Lilian Villanueva, mère de Fredy Villanueva

IMPORTANT: Votre lettre d'appui doit s'adresser au premier ministre *nom retiré nom retiré* mais être envoyée directement à la Coalition, dont les coordonnées figurent en haut de la page précédente. La Coalition acheminera ensuite toutes les lettres d'appui en liasse au bureau du premier ministre. Pour de plus amples informations sur cette campagne d'appui, n'hésitez pas à contacter la Coalition : coalitioncrap@hotmail.fr